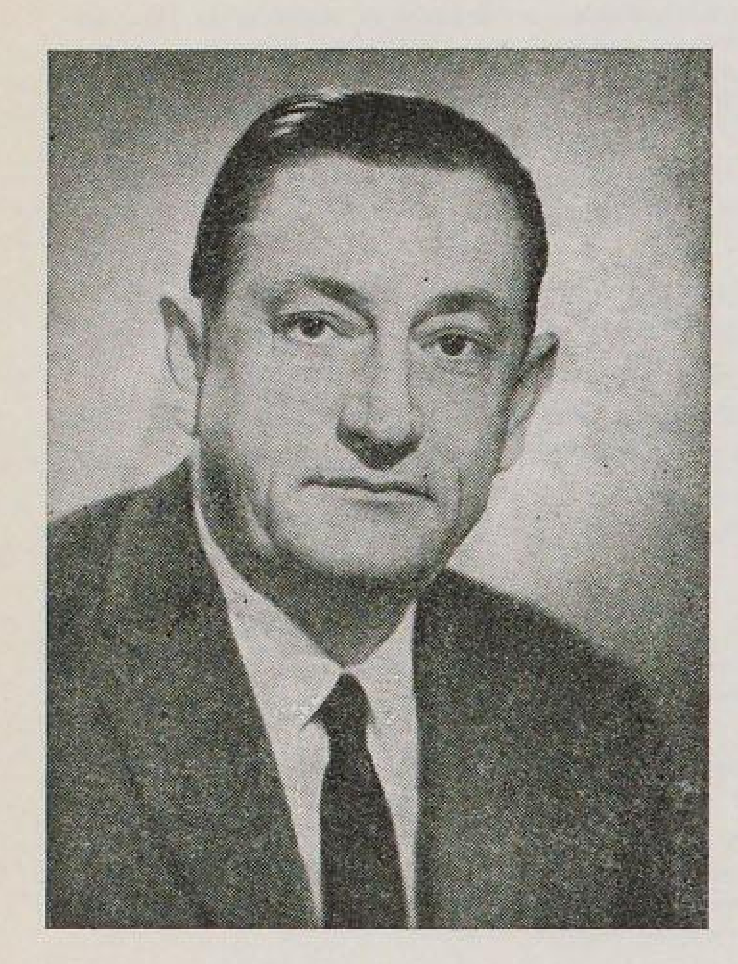
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE — 3e CIRCONSCRIPTION



Henri BRIFFOD,
Avocat,
Conseiller Général,
Médaille de la Résistance.

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

CANDIDATURES

HENRI BRIFFOD

et

ARMAND DUBOUCHET

(Suppléant)



Armand DUBOUCHET,
Chef-Comptable,
Premier Adjoint au Maire de Gaillard.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS !

En mars 1967, à l'occasion des précédentes élections législatives, nous vous avions dit que notre monde subissait une évolution rapide et chargée de soucis.

Elle a été en effet si rapide que, contrairement aux promesses du candidat gaulliste qui garantissait fermement la paix, la stabilité et la prospérité, le régime, parvenu au bord de la faillite, oblige les Français à voter de nouveau, et cela dans les conditions les plus défavorables qui soient. Nous voici donc encore une fois devant vous.

QUI SOMMES-NOUS ?

Sans vaine prétention, je crois pouvoir dire que vous connaissez le nom d'Henri BRIFFOD depuis longtemps et que vous n'ignorez pas mon action, aussi bien pendant mon mandat de député qu'au Conseil général, dont je fais partie depuis 1945 et où j'assume les fonctions de rapporteur général du budget.

Je n'ai donc pas l'intention de vous énumérer les luttes que j'ai menées depuis des années, tant pour la défense de la Démocratie qu'en faveur des intérêts de la vallée de l'Arve et de sa population.

Je ne serais d'ailleurs pas l'avocat de la plupart des communes de la circonscription, avocat-conseil des producteurs de lait, administrateur de la Caisse de Crédit agricole, de divers hôpitaux et de bien d'autres organismes, si les dirigeants de ces collectivités n'avaient quelque confiance en moi.

Si j'ai consacré depuis mon jeune âge une partie de mon activité à la chose publique, je n'ai fait en cela que suivre une tradition familiale. Dois-je rappeler, d'autre part, que je suis père de quatre enfants, tous étudiants, que j'ai fait la guerre de 39-40 aux avant-postes, et que j'ai été l'un des premiers résistants du Faucigny ?

Armand DUBOUCHET, qui remplace mon ami, le Docteur LAFFIN, appelé à diriger notre mouvement en Haute-Savoie, est comme moi un Savoyard. Agé de 45 ans, il est depuis plusieurs années adjoint au Maire de Gaillard, membre du Syndicat intercommunal de l'agglomération annemassienne, directeur de la Société d'Economie mixte de Gaillard. Il s'est tout particulièrement attaché, au sein du Conseil municipal, à l'équipement et au développement industriel de la ville, ainsi qu'aux œuvres sociales, le logement surtout. Dans la vie privée, son métier de comptable lui a permis d'entrer en contact, dans toute la vallée, avec quantité d'entreprises et de connaître parfaitement les divers problèmes relatifs à l'activité économique de la région.

Nous sommes tous deux des démocrates convaincus, conscients des dangers que court notre pays s'il reste dirigé par des hommes dont l'action conduit de plus en plus les Français à n'être que des sujets en tutelle, et la France à perdre ses chances de grande nation.

Cependant, en ce mois de juin 1968, si nous en croyons le Chef de l'Etat, nous serions devenus « des politiciens au rancart, dévorés par la haine et l'ambition ».

Qu'il nous soit permis de dire que nous ne sommes pas autrement attristés de nous trouver dans ce camp de hors-la-loi.

Nous y sommes en assez bonne compagnie, avec des millions de Français.

En vérité, nous sommes ainsi classés tout simplement parce que nous contestons la politique gaulliste et ses résultats.

Déjà l'an passé, nous avions exprimé cette contestation, ce qui nous amène à rappeler textuellement :

CE QUE NOUS NE VOULONS PAS :

- **Que le Chef de l'Etat, qui doit être un arbitre en vertu d'une Constitution qui s'impose à tous les Français, et lui le premier, perde conscience de ce devoir impérieux pour décider seul des destinées du Pays ;**
- **Que le peuple français soit privé des moyens d'information modernes que sont la radio et la télévision, et réduit à n'être mis au courant que de ce que le Pouvoir veut bien lui laisser connaître ;**
- **Que l'indépendance de la Justice soit remise en cause ;**
- **Que, sous prétexte de stabilité, l'expansion économique soit freinée au point d'engendrer le chômage et de mettre en danger l'avenir de notre jeunesse ;**
- **Que, sous ce même prétexte, on porte atteinte à l'amélioration du sort des travailleurs et aux libertés syndicales ;**
- **Que, sous prétexte d'équilibre financier, on sacrifie, au profit de dépenses improductives, des budgets qui souffrent d'insuffisances criantes : Education, Santé, Travaux publics, Recherche scientifique, etc...**
- **Que, sous prétexte de décentralisation, on organise la mainmise de l'Etat sur les collectivités publiques ;**
- **Que, sous prétexte d'indépendance, on fasse renaître un nationalisme périmé, nuisible à la cause de la PAIX et à l'organisation de l'EUROPE.**

Ce que nous ne voulons pas, c'est ce que justement le gouvernement a fait, c'est ce qui nous a conduits à la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement et **dont vos maîtres, Monsieur HERZOG, sont les seuls responsables,** comme l'a dit et redit votre nouveau ministre de la Justice, M. CAPITANT.

Les hommes de la Ve République ont systématiquement ignoré les principes de base d'une démocratie véritable, aussi bien que ceux d'une organisation économique moderne. Ils ont tout aussi systématiquement ignoré les appels des enseignants pour la rénovation de l'Université, comme ceux des syndicats pour l'amélioration matérielle et morale de la condition ouvrière et paysanne.

Le pouvoir a voulu enfin ignorer systématiquement le Parlement, et la majorité gaulliste, à peine élue, lui a permis de légiférer par voie d'ordonnances. Il s'est ainsi coupé du peuple.

La violence persiste, et ce n'est pas en provoquant la division des Français en deux blocs ennemis que l'on assurera la paix sociale.

CE QUE NOUS VOULONS :

- **Des institutions démocratiques, éliminant les abus du pouvoir personnel, mais assurant la stabilité et la continuité du pouvoir par un contrat de législature ;**
- Une société de citoyens libres par l'indépendance de la Justice, le droit à **une information objective, le respect des libertés syndicales et des libertés communales ;**
- **Une économie dynamique, fondée sur des finances équilibrées, une planification démocratique, une réforme de la fiscalité, des investissements productifs se substituant à des charges telles que la force de frappe ;**
- **Une politique agricole assurant au monde rural un revenu égal à celui des autres activités ;**
- **Une politique de justice sociale, fondée sur le plein emploi, le droit à la santé, le droit au logement et la promotion de la femme ;**
- **Une politique de la science et de la culture, visant à une véritable démocratisation de l'enseignement, recherchant à servir la jeunesse et non à se servir d'elle ;**
- **Le respect de la fonction publique, des droits des anciens combattants et des personnes âgées à une vieillesse heureuse ;**
- **La construction de la Paix, c'est-à-dire la reprise de notre place à la Conférence du Désarmement de Genève, la signature des Accords de Moscou sur la cessation des expériences nucléaires, l'édification de l'Europe des Peuples et la conclusion d'un pacte de sécurité collective ;**
- **La coexistence pacifique et l'ouverture vers le tiers monde.**

Sur un tel programme, l'opposition est capable d'assurer **la relève du pouvoir actuel qui, s'il l'emportait, ne changerait ni de politique ni de méthodes de gouvernement.**

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, une nouvelle explosion se produirait inévitablement et risquerait, cette fois-ci, d'être fatale. Il s'agit là de questions d'intérêt national. M. HERZOG a déclaré récemment, à Bonneville, que la défense des intérêts locaux suffisait à sa tâche de député. Conception toute gaulliste de la fonction qui, en vérité, consiste avant tout à s'occuper des problèmes d'intérêt national dont dépend finalement la solution des problèmes locaux.

Ces problèmes locaux (ceux de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie du décolletage et de l'artisanat, du plein emploi, de l'enseignement, de l'équipement sportif et culturel, du logement, des zones de salaires, de la main-d'œuvre française travaillant à l'étranger, des réseaux routiers, des établissements hospitaliers, maisons de jeunes et de retraite), **seule une politique nouvelle permettra de les résoudre.**

CITOYENNES ET CITOYENS !

En effet, « jamais consultation nationale n'a eu une telle importance ».

LE SORT DE LA DÉMOCRATIE EN DÉPEND. Un succès gaulliste, c'est la confirmation du pouvoir personnel et de ses technocrates.

LE SUCCÈS DE L'OPPOSITION, CE N'EST PAS LE DÉSORDRE, C'EST L'ESPOIR.

NE VOUS LAISSEZ PAS INFLUENCER PAR UNE PROPAGANDE TROMPEUSE.

Vous ne devez pas avoir peur de l'avenir. La France a vécu avant le gaullisme... Il lui faudra bien vivre après et elle vivra.

Nous faisons appel à votre confiance. Vous pouvez compter sur notre dévouement !

Henri BRIFFOD

Armand DUBOUCHET

PRESSES DE SAVOIE - AMBILLY-ANNEMASSE

VU : LES CANDIDATS.